

TURKEY



Treaty Series No. 78 (1965)

Agreement

on

Commercial Debts owed by Residents of Turkey

Paris, 11 May 1959

[The Agreement was ratified by the United Kingdom on 6 May 1960 and entered into force on 16 November 1962]

*Presented to Parliament by the Secretary of State for Foreign Affairs
by Command of Her Majesty
September 1965*

LONDON

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

PRICE 1s. 9d. NET

Cmnd. 2769

ACCORD SUR LES DETTES COMMERCIALES DE PERSONNES RÉSIDENT EN TURQUIE

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de la République Française, de la République Italienne, du Grand Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays-Bas, de la République Portugaise, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République de Turquie (appelé ci-dessous le "Gouvernement turc");

Considérant qu'ils sont membres de l'Organisation Européenne de Coopération Économique (appelée ci-dessous l'"Organisation");

Considérant que, le 29 juillet 1958, le Conseil de l'Organisation a adopté une Résolution concernant le Programme de Stabilisation de la Turquie (appelée ci-dessous la "Résolution"), dans laquelle il prenait note d'une déclaration du Gouvernement turc indiquant qu'un aménagement du service des dettes de personnes résidant en Turquie envers des personnes résidant dans les pays des autres Parties Contractantes devait être effectuée;

Constatant qu'à l'expiration du moratoire de transfert dont l'Organisation avait pris note dans la Résolution, le Gouvernement turc pourra reprendre, dans le cadre du présent Accord aux dates prévues par ledit Accord, le transfert des paiements relatifs à certaines catégories de dettes de personnes résidant en Turquie;

Reconnaissant qu'à cet effet un effort commun se révèle nécessaire;

Considérant que, dans la Résolution, l'Organisation a demandé aux gouvernements intéressés de convenir d'arrangements relatifs au remboursement de telles dettes, qui sont échues ou qui viendront à échéance dans les prochaines années, et à un étalement dans le temps de leur règlement, compte tenu des possibilités de paiement de la Turquie, en fonction des besoins et résultats escomptés du Programme de Stabilisation de ce pays;

Désireux de donner effet à ces principes par les dispositions du présent Accord;

Considérant que, le 30 janvier 1959, le Conseil de l'Organisation a adopté une Décision concernant la mise en œuvre et le développement du Programme de Stabilisation de la Turquie et l'octroi à ce pays d'un crédit par le Fonds Européen, Décision aux termes de laquelle il recommandait aux gouvernements Membres d'inciter les personnes résidant dans leurs pays respectifs, qui auraient conclu, avec des personnes résidant en Turquie, des contrats dont l'exécution aurait commencé avant le 5 août 1958, à ouvrir avec celles-ci des négociations en vue d'apporter à la partie de ces contrats qui n'avait pas encore été exécutée à la date du 5 août 1958 et dont le paiement doit être effectué avant le 1^{er} janvier 1964, des modifications destinées à en rendre les conditions plus favorables aux personnes résidant en Turquie, compte tenu du Programme de Stabilisation, étant entendu que ces conditions ne seraient pas plus favorables pour les débiteurs que celles qui sont fixées dans le plan d'étalement dans le temps établi pour le règlement de certaines catégories de dettes visées par le présent Accord;

AGREEMENT ON COMMERCIAL DEBTS OWED BY RESIDENTS OF TURKEY

The Governments of the Federal Republic of Germany, the Republic of Austria, the Kingdom of Belgium, the Kingdom of Denmark, the French Republic, the Italian Republic, the Grand Duchy of Luxembourg, the Kingdom of Norway, the Kingdom of the Netherlands, the Portuguese Republic, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, the Kingdom of Sweden, the Swiss Confederation, and the Turkish Republic (hereinafter called the "Turkish Government");

Considering that they are Members of the Organisation for European Economic Co-operation (hereinafter called the "Organisation");

Considering that on 29th July, 1958, the Council of the Organisation adopted a Resolution concerning the Turkish Stabilisation Programme (hereinafter called the "Resolution") by which it took note of a declaration by the Turkish Government that the terms of servicing debts owed by residents of Turkey to residents of the countries of the other Contracting Parties must be revised;

Noting that after the expiration of the standstill on transfers of which the Organisation took note by the Resolution, the Turkish Government will be able, within the framework of the present Agreement, to resume, on the dates provided therein, the transfer of payments in respect of certain categories of such debts;

Recognising that, to this end, a common effort appears necessary;

Considering that the Organisation requested, in its Resolution, the Governments concerned to agree upon arrangements for the repayment of such debts due or falling due within the next years, and the spreading of their repayment over a period, taking into account the ability of Turkey to pay, given the requirements and the expected results of the Turkish Stabilisation Programme;

Desirous of giving effect to these principles in the provisions of the present Agreement;

Considering that, on 30th January, 1959, the Council of the Organisation adopted a Decision concerning the Execution and Development of the Turkish Stabilisation Programme and the Granting by the European Fund of Credit to Turkey in which it recommended its Member Governments to urge the residents of their respective countries who have concluded with residents of Turkey contracts, the execution of which began before 5th August, 1958, to negotiate with the latter the necessary changes in that part of the contracts which had not been carried out before 5th August, 1958, and for which payment will be due before 1st January, 1964, so that the terms will be more favourable, taking account of the Stabilisation Programme, to the residents of Turkey, it being understood that these terms will not be more favourable to the debtor than the terms provided for the spreading of the repayment of certain categories of debts in the present Agreement;

Considérant qu'une Conférence, qui a traité de l'aide financière à la Turquie et des dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, s'est tenue, sous l'égide de l'Organisation, du 22 septembre 1958 au 6 mai 1959, conférence à laquelle les Parties Contractantes et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ont pris part et au cours de laquelle le présent Accord a été élaboré;

Notant qu'au cours de cette Conférence, le Gouvernement turc et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique ont fait connaître leur intention de procéder à un échange de notes concernant les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie envers les créanciers des États-Unis;

Considérant que le principe d'une égalité approximative de traitement entre les divers États dont les gouvernements ont pris part, ainsi que le Gouvernement turc, à ladite Conférence, devrait inspirer cet échange de notes aussi bien que les divers Accords bilatéraux qui seront conclus par lesdits gouvernements avec le Gouvernement turc en vue de convenir de certaines modalités techniques pour l'étalement dans le temps du règlement de telles dettes;

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE 1

Portée de l'Accord

(a) Les Parties Contractantes reconnaissent que l'établissement, en vertu du présent Accord, ainsi que la mise en œuvre du plan d'étalement dans le temps du règlement des dettes de personnes résidant en Turquie envers des personnes résidant dans les pays des autres Parties Contractantes, n'affecteront pas les droits et obligations des divers créanciers, débiteurs ou garants intéressés.

(b) De même, les Parties Contractantes reconnaissent que les seules obligations qu'assumera le Gouvernement turc en vue d'assurer le règlement des dettes de personnes résidant en Turquie, appartenant aux catégories visées par le présent Accord, sont celles définies dans ledit Accord et dans les Accords bilatéraux conclus en application de l'Article 13.

ARTICLE 2

Définitions

Aux fins du présent Accord et de son Annexe I ci-jointe:

- (1) l'expression "accord bilatéral" a, ci-après, le sens d'accord conclu en application de l'Article 13;
- (2) l'expression "annuité transférée" a le sens défini au paragraphe (a) de l'Article 7;
- (3) le terme "créancier" a le sens défini au paragraphe (a) de l'Article 3;
- (4) le terme "débiteur" a le sens défini au paragraphe (a) de l'Article 3;
- (5) le terme "dette" désigne toute dette, répondant aux conditions prévues à l'Article 3, qui sera réglée conformément au présent Accord;

Considering that a Conference which dealt with financial aid to Turkey and the commercial debts owed by residents of Turkey was held under the auspices of the Organisation from 22nd September, 1958, to 6th May, 1959, in which the Contracting Parties and the Government of the United States of America took part and at which the present Agreement was elaborated;

Noting that, at that Conference, the Turkish Government and the Government of the United States of America expressed their intention to exchange Notes in respect of commercial debts owed by residents of Turkey to United States creditors; and

Considering that the principle of approximate equality of treatment between the various States whose Governments, together with the Turkish Government, have taken part in the said Conference should inspire that Exchange of Notes as well as the various bilateral Agreements which will be concluded by those Governments with the Turkish Government in order to agree on certain technical arrangements for the spreading of the repayment of such debts;

Have agreed as follows:

ARTICLE 1

Scope of the Agreement

(a) The Contracting Parties recognise that the establishment, by virtue of the present Agreement, of the instalment scheme for the repayment of debts owed by residents of Turkey to residents of countries of the other Contracting Parties and its implementation will not affect the rights and obligations of the individual creditors, debtors or guarantors concerned.

(b) Equally, the Contracting Parties recognise that the only obligations which will be undertaken by the Turkish Government in order to ensure the settlement of debts owed by residents of Turkey, belonging to categories for which the present Agreement provides, shall be the obligations defined therein and in the bilateral Agreements concluded in pursuance of Article 13.

ARTICLE 2

Definitions

For the purposes of the present Agreement and of Annex I thereto:

- (1) "bilateral Agreement" shall hereinafter mean an Agreement entered into in pursuance of Article 13;
- (2) "annual transfer" shall have the meaning defined in paragraph (a) of Article 7;
- (3) "creditor" shall have the meaning defined in paragraph (a) of Article 3;
- (4) "debtor" shall have the meaning defined in paragraph (a) of Article 3;
- (5) "debt" shall mean any debt, as qualified in Article 3, which will be settled under the present Agreement:

- (6) l'expression " dette envers les créanciers des États-Unis " désigne toute dette appartenant à l'une quelconque des catégories définies à l'Article 3, ladite dette étant toutefois due à une personne résidant aux États-Unis d'Amérique;
- (7) l'expression " dûment autorisé par les Autorités turques " signifie que les Autorités turques compétentes ont donné leur autorisation, conformément à la législation et à la réglementation turques, telles qu'elles ont été interprétées par ces Autorités lors de l'octroi des autorisations ou licences;
- (8) l'expression " institution appropriée " d'une Partie Contractante désigne la Banque Centrale ou toute autre institution désignée, aux fins du présent Accord, dans un Accord bilatéral;
- (9) l'expression " intérêt moratoire " a le sens défini au paragraphe (a) de l'Article 10;
- (10) l'expression " intérêt moratoire contractuel " a le sens défini au paragraphe (b) de l'Article 10;
- (11) l'expression " monnaie appropriée " a le sens défini au paragraphe (d) de l'Article 5;
- (12) l'expression " montant total des annuités transférées " a le sens défini au paragraphe (b) de l'Article 7;
- (13) le terme " parité " a le sens défini au paragraphe (d) de l'Article 7;
- (14) l'expression " pays créancier " désigne tout pays, autre que la République de Turquie, dont le gouvernement est Partie au présent Accord et comprend tout territoire dont la Partie Contractante intéressée assume la représentation internationale; l'expression " tout pays créancier " se rapporte à toutes les Parties Contractantes autres que le Gouvernement turc, mais comprend aussi les États-Unis d'Amérique;
- (15) l'expression " plan d'étalement dans le temps " signifie les arrangements qui sont établis par le présent Accord;
- (16) l'expression " versement en instance de transfert " désigne un paiement, en monnaie appropriée, dont le Gouvernement turc doit assurer le transfert, conformément à l'Article 6, dans la mesure où le transfert n'a pas eu lieu; toutefois, elle comprend aussi tout versement dont la contrevaletur a été utilisée en Turquie en vertu de l'Article 9, jusqu'au moment où il aurait dû être transféré conformément à l'Article 8;
- (17) l'expression " 31 décembre, " utilisée comme date de référence, se rapporte, pour toute année, à la position des comptes lors de la clôture des opérations à cette date.

ARTICLE 3

Les dettes

(a) Sous réserve des dispositions de l'Article 4, les dispositions du présent Accord s'appliqueront à toute dette d'une personne résidant en Turquie, à

- (6) "debt to United States creditors" shall mean a debt of any of the categories defined in Article 3 which, however, is owed to a person resident in the United States of America;
- (7) "duly authorised by the Turkish authorities" shall mean authorised by the competent Turkish authorities in conformity with the Turkish laws, rules and regulations as interpreted by them, when the corresponding authorisation or licence was granted;
- (8) "appropriate institution" of a Contracting Party shall mean the Central Bank or other institution designated for the purposes of the present Agreement in a bilateral Agreement;
- (9) "moratorium interest" shall have the meaning defined in paragraph (a) of Article 10;
- (10) "contractual moratorium interest" shall have the meaning defined in paragraph (b) of Article 10;
- (11) "appropriate currency" shall have the meaning defined in paragraph (d) of Article 5;
- (12) "total amount of annual transfers" shall have the meaning defined in paragraph (b) of Article 7;
- (13) "parity" shall have the meaning defined in paragraph (d) of Article 7.
- (14) "creditor country" shall mean a country, other than the Republic of Turkey, the Government of which is a Contracting Party to the present Agreement and shall include any territory for the international relations of which the Contracting Party concerned is responsible; "all the creditor countries" shall refer to the countries of all the Contracting Parties other than the Turkish Government; but shall also include the United States of America;
- (15) "instalment scheme" shall mean the arrangements which are established by the present Agreement;
- (16) "payment in the process of transfer" shall mean a payment, in appropriate currency, of which the Turkish Government shall ensure the transfer in accordance with Article 6 to the extent that its transfer has not taken place; it shall, however, include, until they should have been transferred in accordance with Article 8, any payments the counterpart of which has been used in Turkey by virtue of Article 9;
- (17) "31st December" of any year, used as a reference date, shall refer to the position of accounts as at close of business on that date.

ARTICLE 3

The Debts

(a) Subject to Article 4, the provisions of the present Agreement shall apply to any debt owed by a person resident in Turkey, as original debtor or

titre de débiteur initial ou de garant, envers une personne résidant dans un pays créancier (lesdites personnes étant appelées ci-dessous, respectivement, le "débiteur" ou le "créancier"), à condition :

- (i) que la dette découle d'un contrat relatif à l'importation de biens ou d'une transaction relative à des services, dûment autorisés par les Autorités turques;
- (ii) que les prestations de biens ou de services aient été effectuées avant le 5 août 1958;
- (iii) que le paiement afférent à la dette soit venu à échéance, ou vienne à échéance, avant le 1^{er} janvier 1964.

(b) Le terme "dette" comprend également tout intérêt contractuel échu ou à échoir jusqu'à la date du 1^{er} janvier 1964, ainsi que les intérêts moratoires contractuels qui sont échus jusqu'à la date de signature du présent Accord.

ARTICLE 4

Dérogations

Les dispositions du présent Accord ne s'appliqueront pas à l'exécution :

- (i) de toute obligation dont le règlement fait l'objet d'un prélèvement sur les recettes d'exportation de la Turquie, en application d'un contrat spécial conclu avant le 5 août 1958, dûment autorisé par les Autorités turques et figurant sur une liste annexée à un Accord bilatéral;
- (ii) de tout paiement dû, à compter du 5 août 1958 inclus, au titre de transactions invisibles courantes, à l'exception de tout intérêt contractuel, tel qu'il est prévu au paragraphe (b) de l'Article 3;
- (iii) du remboursement d'un prêt sur nantissement, ainsi que du versement des intérêts, des commissions bancaires ou des charges diverses y afférents;
- (iv) du remboursement de tout emprunt accordé au Gouvernement turc par une autre Partie Contractante et du versement des intérêts y afférents;
- (v) de tout paiement afférent à des prestations de biens ou de services, effectuées dans le cadre d'un Accord international, conclue avant le 5 août 1958 et spécifié dans certains Accords bilatéraux.

ARTICLE 5

Versements

(a) Les versements en livres turques, au titre des dettes, seront effectués à la Banque Centrale de la République de Turquie, qui les acceptera à la date d'échéance dûment autorisée par les Autorités turques, à condition :

- (i) que l'obligation d'effectuer lesdits versements continue d'incomber exclusivement au débiteur;

guarantor, to a person resident in a creditor country (which persons are hereinafter called, respectively, "debtor" and "creditor") provided that:—

- (i) the debt arises in respect of a contract relating to the import of goods or a transaction relating to services, duly authorised by the Turkish authorities;
- (ii) the goods were delivered or the services rendered before 5th August, 1958; and
- (iii) payment in respect of the debt is due or falls due before 1st January, 1964.

(b) The term "debt" shall equally include any contractual interest thereon due or falling due before 1st January, 1964, as well as contractual moratorium interest which has fallen due before the date of signature of the present Agreement.

ARTICLE 4

Exceptions

The provisions of the present Agreement shall not apply to the execution of:—

- (i) any obligation for the settlement of which funds are set aside from the proceeds of exports from Turkey in accordance with the terms of a special contract entered into before 5th August, 1958, duly authorised by the Turkish authorities, and listed in a bilateral Agreement;
- (ii) any payment due on or after 5th August, 1958, in respect of a current invisible transaction with the exception of contractual interest as provided in paragraph (b) of Article 3;
- (iii) the repayment of any loan on security and the payment of interest, banking commissions or other charges in respect thereof;
- (iv) the repayment of any loan granted to the Turkish Government by any other Contracting Party and the payment of interest in respect thereof; and
- (v) any payment in respect of goods delivered or services rendered within the framework of an international Agreement entered into before 5th August, 1958, which is specified in certain bilateral Agreements.

ARTICLE 5

Payments

(a) Payments in Turkish Lira in respect of debts shall be made to the Central Bank of the Republic of Turkey which shall accept any such payment on the date of maturity duly authorised by the Turkish authorities provided that:

- (i) the obligation to make any such payment remains an obligation solely incumbent upon the debtor;

(ii) qu'une demande de transfert du versement dûment autorisé par les Autorités turques ait été ou soit soumise à ladite Banque Centrale;

(iii) que, s'il s'agit d'une dette libellée en une monnaie autre que la monnaie turque, le montant du versement soit calculé au taux de change effectif appliqué en Turquie conformément à la réglementation turque en vigueur à la date où le versement a été effectué, ou est censé avoir été effectué, conformément au paragraphe (b).

(b) Dans le cas où, en vertu d'un régime particulier qui lui est accordé par la législation ou la réglementation turque, le débiteur est dûment autorisé par les Autorités turques à effectuer le versement après la date à laquelle celui-ci est exigible, le versement sera censé avoir été effectué, aux fins du présent Accord, à la date initiale autorisée pour ce versement, sous réserve des dispositions du paragraphe (a) (ii) de l'Article 6.

(c) La Banque Centrale de la République de Turquie notifiera, dès que possible, à l'institution appropriée du pays créancier intéressé:

(i) tout versement effectué à ladite Banque Centrale, au titre d'une dette, avant la date de l'entrée en vigueur du présent Accord, ou censé avoir été effectué avant cette date, conformément au paragraphe (b), et non encore transféré au créancier;

(ii) tout versement effectué à ladite Banque Centrale, conformément au paragraphe (a), ou censé avoir été effectué, conformément au paragraphe (b), à partir de cette date.

(d) La notification indiquera:

(i) le montant du versement effectué en livres turques à la Banque Centrale de la République de Turquie;

(ii) le montant dudit versement exprimé en la même monnaie que l'obligation d'origine dûment autorisée par les Autorités turques, ou, dans le cas d'une dette libellée en livres turques, dans la monnaie du pays créancier où réside le créancier (l'une ou l'autre monnaie étant appelée ci-dessous "la monnaie appropriée"). Pour faire ce calcul, le taux de change à employer sera le taux de change effectif appliqué en Turquie conformément à la réglementation turque en vigueur à la date où le versement a été effectué, ou est censé avoir été effectué, conformément au paragraphe (b).

ARTICLE 6

Obligations découlant de l'application de l'Article 5

Le Gouvernement turc fera en sorte:

(a) que chaque versement effectué à la Banque Centrale de la République de Turquie, conformément à l'Article 5:

(i) demeure, sous réserve des dispositions de l'Article 9, auprès de ladite Banque Centrale jusqu'à son transfert;

- (ii) an application for transfer of the payment duly authorised by the Turkish authorities has been or will be submitted to that Central Bank; and
- (iii) in the case of a debt expressed in a currency other than Turkish currency, the amount of the payment shall be calculated at the effective rate of exchange ruling in Turkey in accordance with Turkish regulations on the date on which the payment has been made or is deemed to have been made in accordance with paragraph (b).

(b) Whenever the debtor, owing to his special status by virtue of Turkish legislation, rules or regulations, is duly authorised by the Turkish authorities to make the payment after the date on which it is due, the payment shall be deemed to have been made, for the purposes of the present Agreement but subject to paragraph (a) (ii) of Article 6, on the date originally authorised in respect thereof.

(c) The Central Bank of the Republic of Turkey shall notify, as soon as possible, the appropriate institution of the creditor country concerned of:

- (i) any payment made to that Central Bank in respect of a debt before the date of the coming into force of the present Agreement or deemed to have been made to it in accordance with paragraph (b) before that date which has not been previously transferred to the creditor; and
- (ii) any payment made to that Central Bank in accordance with paragraph (a) or deemed to have been made to it in accordance with paragraph (b) as from that date.

(d) The notification shall indicate :

- (i) the amount of the payment made to the Central Bank of the Republic of Turkey, in Turkish Lira; and
- (ii) the amount of that payment expressed in the same currency in which the underlying obligation duly authorised by the Turkish authorities is expressed or, in the case of a debt expressed in Turkish Lira, in the currency of the creditor country in which the creditor is resident (the appropriate of such currencies hereinafter called "appropriate currency"). For the purposes of this calculation, the rate of exchange applied shall be the effective rate of exchange ruling in Turkey in accordance with Turkish regulations on the date on which the payment has been made or is deemed to have been made in accordance with paragraph (b).

ARTICLE 6

Obligations Arising from the Application of Article 5

The Turkish Government shall ensure :

- (a) that each payment made to the Central Bank of the Republic of Turkey in accordance with Article 5 shall :
 - (i) subject to the provisions of Article 9, remain with that Central Bank until its transfer;

(ii) soit transféré au créancier intéressé, conformément aux dispositions de l'Article 7, dans la monnaie appropriée, au taux de change appliqué en Turquie conformément à la réglementation turque en vigueur à la date où le versement a été effectué, ou est censé avoir été effectué, conformément au paragraphe (b) de l'Article 5, étant entendu que tout versement censé avoir été effectué au titre dudit paragraphe ne sera transféré que s'il est effectivement reçu par ladite Banque Centrale, au plus tard au moment du transfert;

(b) que les versements en instance de transfert portent un intérêt moratoire, conformément à l'Article 10, ledit intérêt moratoire étant transféré, conformément aux dispositions dudit Article.

ARTICLE 7

Plan de transfert

(a) Afin d'assurer le règlement des dettes visé par le présent Accord, le Gouvernement turc, dans les douze ans qui suivront la signature dudit Accord, assurera, chaque année, aux créanciers résidant dans chaque pays créancier, le transfert, en monnaie appropriée, d'un montant (appelé ci-dessous l' "annuité") qui sera déterminé et transféré conformément aux dispositions du présent Article. En outre, le Gouvernement turc assurera le transfert des intérêts moratoires ou des intérêts moratoires contractuels, selon le cas, ainsi qu'il est prévu à l'Article 10.

(b) Pendant les six premières années de cette période, le montant total des annuités transférées, y compris les transferts afférents à des dettes envers des créanciers des États-Unis (ledit montant total étant appelé ci-dessous le "montant total des annuités") sera :

(i) pour les cinq premières années de cette période, équivalent successivement, chaque année, à 15 millions, 20 millions, 25 millions, 30 millions et 35 millions de dollars des États-Unis;

(ii) pour la sixième année de cette période, égal au septième du montant total des versements en instance de transfert à tous les pays créanciers, à la date du 31 décembre 1963.

(c) Sous réserve des dispositions du paragraphe (e), pendant chacune des six premières années de cette période, le montant total des annuités transférées sera réparti entre les pays créanciers, selon la proportion que le montant des versements en instance de transfert à chaque pays créancier représente, à la date de référence, par rapport au montant total des versements en instance de transfert à tous les pays créanciers, à la même date, à condition :

(i) que la date de référence soit le 5 août 1958 pour les deux premières années de cette période, le 31 décembre 1960 pour les troisième et quatrième années, et le 31 décembre 1962 pour les cinquième et sixième années;

(ii) que les annuités transférées pour les deux premières années de cette période soient calculées conformément au tableau faisant l'objet de l'Annexe I au présent Accord;

- (ii) be transferred, in accordance with the provisions of Article 7, to the creditor concerned in the appropriate currency at the rate of exchange ruling in Turkey in accordance with Turkish regulations on the date on which the payment was made or is deemed to have been made in accordance with paragraph (b) of Article 5 provided that any payment deemed to have been made in accordance with that paragraph shall only be transferred if it is actually received by that Central Bank at the time of the transfer at the latest; and
- (b) that payments in the process of transfer shall carry moratorium interest, as provided in Article 10, and that such moratorium interest shall be transferred as provided for in that Article.

ARTICLE 7

The Transfer Scheme

(a) In order to provide for the settlement of debts under the present Agreement, the Turkish Government shall, in the period of twelve years following its signature, ensure each year the transfer, in appropriate currencies, of a total amount to the creditors resident in each creditor country (hereinafter called the "annual transfer") which shall be determined and transferred in accordance with the provisions of this Article. In addition, the Turkish Government shall ensure the transfer of moratorium interest or contractual moratorium interest, as the case may be, as provided for in Article 10.

(b) In the first six years of that period, the total amount of annual transfers, including transfers in respect of debts to United States creditors (such total amount hereinafter called the "total amount of annual transfers"), shall :

- (i) in the first five years of that period be equivalent to 15 million, 20 million, 25 million, 30 million and 35 million United States dollars, successively, in each year;
- (ii) in the sixth year of that period, be equal to one-seventh of the total amount of payments in the process of transfer to all the creditor countries on 31st December, 1963.

(c) In each of the first six years of that period, subject to the provisions of paragraph (e), the total amount of annual transfers shall be divided between creditor countries according to the ratio between the payments in the process of transfer to each creditor country on the reference date and the total amount of the payments in process of transfer to all creditor countries on the same date provided that :

- (i) the reference date shall be 5th August, 1958, for the first two years of that period; 31st December, 1960, for its third and fourth year; and 31st December, 1962, for its fifth and sixth year; and that
- (ii) the annual transfers for the first two years of that period shall be calculated in accordance with the table set out in Annex I to the present Agreement; and that

(iii) que, sur la base de la répartition entre les pays créanciers, les versements aux créanciers des États-Unis soient, pour les troisième, quatrième et cinquième années, respectivement de 13,939%, 14,206% et 14,314% du montant total des annuités transférées à tous les pays créanciers, et, pour la sixième année, soient égaux au septième du montant total des versements en instance de transfert aux créanciers des États-Unis au 31 décembre 1963. Cet arrangement n'affectera pas le montant total des annuités transférées prévu au paragraphe (b).

(d) (i) Le montant total des versements en instance de transfert à l'une de ces dates de référence sera calculé en dollars des États-Unis sur la base des parités en vigueur entre les monnaies appropriées et le dollar des États-Unis à la date de référence en question. L'annuité transférée à chaque pays créancier sera exprimée dans les monnaies appropriées sur la base des parités utilisées lors du précédent calcul du montant total des versements en instance de transfert. Néanmoins, les calculs relatifs aux deux premières annuités transférées seront faits sur la base des parités en vigueur à la date de la signature du présent Accord.

(ii) Aux fins du présent Accord, la parité entre une monnaie appropriée et le dollar des États-Unis sera celle déclarée au Fonds Monétaire International à la date de référence en question. Dans le cas où une telle parité n'existe pas, il sera fait usage de la parité officielle du dollar des États-Unis dans le pays intéressé ou de la parité calculée sur la base de la teneur légale en or fin de la monnaie intéressée et de la parité déclarée au Fonds Monétaire International entre l'or et le dollar des États-Unis, à la date de référence en question.

(e) Dans la mesure nécessaire au règlement des dettes envers les créanciers résidant au Luxembourg, en Norvège, au Portugal et, dans le cas des annuités afférentes à la troisième année de cette période, au Danemark, le Gouvernement turc assurera, au cours des trois premières années de cette période, vers chacun de ces pays créanciers, des transferts annuels qui, au total, représenteront 2% du montant total des annuités transférées pendant l'année correspondante.

(f) Pour les six dernières années de cette période, les annuités transférées à chaque pays créancier seront égales successivement à un sixième, à un cinquième, à un quart, à un tiers, à la moitié et au reliquat du montant total des versements en instance de transfert à ce pays, le 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle l'annuité correspondante est transférée.

(g) Le Gouvernement turc transférera chaque annuité, conformément aux listes prévues au paragraphe (a) de l'Article 8, en quatre tranches d'un égal montant, les 30 juin, 30 septembre, 31 décembre et 31 mars de chaque année, à condition :

(i) qu'au cours de la première année les tranches soient transférées respectivement les 31 juillet, 31 octobre, 31 décembre 1959 et 31 mars 1960 au plus tard;

(ii) que le montant à transférer, conformément aux dispositions du présent paragraphe, soit réduit du montant de tout versement dont la contrepartie a été utilisée en Turquie en vertu de l'Article 9 et qui aurait dû être transféré au cours de l'année correspondante.

(iii) on the basis of this distribution between creditor countries, the payments to United States creditors in the third, fourth, and fifth year shall be 13·939, 14·206 and 14·314 per cent., respectively, of the total amount of annual transfers to all the creditor countries, and in the sixth year, equal to one-seventh of the total amount of payments in the process of transfer to United States creditors on 31st December, 1963. This arrangement shall not affect the total amount of annual transfers provided in paragraph (b).

(d) (i) The total amount of payments in the process of transfer on any of these reference dates shall be calculated in United States dollars on the basis of the parities between the appropriate currencies and the United States dollar in force on that reference date. The annual transfer to each creditor country shall be expressed in the appropriate currencies on the basis of the parities used in the preceding calculation of the total amount of payments in the process of transfer. Nevertheless, in the calculations relating to the first two annual transfers, the parities in force at the date of the signature of the present Agreement shall be used.

(ii) For the purposes of the present Agreement, the parity between an appropriate currency and the United States dollar shall be taken to be the declared International Monetary Fund par value on the relevant reference date. Where such parity does not exist, the official United States dollar parity in the country concerned shall be used or a parity calculated from the legal fine gold content of the currency concerned and the declared International Monetary Fund par value in terms of gold of the United States dollar on the relevant reference date.

(e) To the extent that it is required for the settlement of debts owed to creditors resident in Luxembourg, Norway, Portugal and, in the case of the annual transfers for the third year of that period, in Denmark, the Turkish Government shall ensure, in the first three years of that period, annual transfers to each of these creditor countries which, in total, shall represent two per cent. of the total amount of annual transfers for the corresponding year.

(f) In the remaining six years of that period, the annual transfer to each creditor country shall be, successively, equal to one-sixth, one-fifth, one-fourth, one-third, one-half, and to the remainder of the total amount of payments in the process of transfer to that country on 31st December of the year preceding the year in which the corresponding annual transfer is made.

(g) The Turkish Government shall carry out each annual transfer, in accordance with the Lists provided for in paragraph (a) of Article 8, in four equal instalments on 30th June, 30th September, 31st December, and 31st March, respectively, of each year provided that :

(i) in the first year the instalments shall be transferred not later than 31st July, 31st October, 31st December, 1959, and 31st March, 1960, respectively; and that

(ii) the amount to be transferred in accordance with this paragraph shall be reduced by the amount of any payment in the process of transfer which should have been transferred in the corresponding year and the counterpart of which has been used in Turkey by virtue of Article 9.

ARTICLE 8

Exécution du Plan de transfert

(a) Les Autorités turques compétentes dresseront périodiquement, en consultation avec l'institution appropriée de chaque pays créancier, des listes, en vue de déterminer les créanciers de chaque pays auxquels l'institution appropriée de la Turquie transférera les versements.

(b) Les listes visées au paragraphe précédent seront établies dans l'ordre de règlement convenu par agrément mutuel entre le Gouvernement turc et la Partie Contractante intéressée, et réserveront la priorité à tout créancier détenteur de créances dont le montant global n'excéderait pas un montant, spécifié convenu par agrément mutuel. L'ordre de règlement pourra être ultérieurement modifié par agrément mutuel.

(c) Afin d'effectuer le transfert aux créanciers spécifiés dans les listes visées aux paragraphes précédents, l'institution appropriée de la Turquie transmettra, par l'intermédiaire de l'institution appropriée du pays créancier intéressé, un ordre de paiement établi au bénéfice de chacun desdits créanciers, compte tenu des dispositions de l'Article 10 et conformément à la notification faite en application des paragraphes (c) et (d) de l'Article 5.

ARTICLE 9

Utilisation des fonds en Turquie

(a) A condition d'avoir été dûment autorisé à cet effet par les Autorités turques et, le cas échéant, sous réserve de la réglementation des changes du pays créancier intéressé, le créancier peut utiliser, en monnaie turque, tout ou partie d'un versement en instance de transfert qui lui est dû, afin d'effectuer en Turquie, pour son propre compte, des investissements ou toute autre dépense.

(b) Dans la mesure où il doit être utilisé conformément aux dispositions du paragraphe précédent, le versement en instance de transfert sera reconverti en monnaie turque, aux taux de change qui, à la date de reconversion, est effectivement en vigueur en Turquie, pour les opérations de même nature effectuées sous forme de nouveaux apports en devises.

ARTICLE 10

Intérêts moratoires

(a) Le Gouvernement turc versera au créancier un intérêt moratoire de 3% l'an au titre de tout versement en instance de transfert, sous réserve que ledit versement n'ait pas été utilisé en Turquie en vertu de l'Article 9.

(b) Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, aucun intérêt moratoire ne sera versé dans le cas où, conformément aux dispositions contractuelles dûment autorisées par les Autorités turques, le débiteur se sera engagé à verser au créancier un intérêt (appelé, dans le présent Accord,

ARTICLE 8

Execution of the Transfer Scheme

(a) The competent Turkish authorities shall regularly establish, in consultation with the appropriate institution of each creditor country, a List which shall determine the creditors in that country to which the appropriate institution of Turkey shall make transfers.

(b) The Lists referred to in the preceding paragraph shall be established in the order of settlement agreed by common accord between the Turkish Government and the Contracting Party concerned and shall provide priority for payments to any creditor the total amount of whose claims does not exceed a specified amount agreed by common accord. The order of settlement may be subsequently modified by common accord.

(c) In order to carry out the transfer to the creditors determined by the Lists provided for in the preceding paragraphs, the appropriate institution of Turkey shall transmit, through the intermediary of the appropriate institution of the creditor country concerned, a paying order in favour of each of those creditors established, taking into account the provisions of Article 10, in conformity with the terms of the notification made in accordance with paragraphs (c) and (d) of Article 5.

ARTICLE 9

Use of Funds in Turkey

(a) Provided he is duly authorised to do so by the Turkish authorities and subject, where necessary, to the exchange control rules and regulations of the creditor country concerned, a creditor may use, in Turkish currency, any payment in the process of transfer that is owed to him, or any part thereof, for investment or other expenditure in Turkey for his own account.

(b) To the extent that it is to be used by virtue of the preceding paragraph, the payment in the process of transfer shall be reconverted into Turkish currency at the effective rate of exchange ruling in Turkey at the date of the reconversion for operations of the same kind effected by means of new remittances in foreign currency.

ARTICLE 10

Moratorium Interest

(a) The Turkish Government shall pay to the creditor moratorium interest at the rate of 3 per cent. per annum in respect of any payment in the process of transfer provided, however, that such payment has not been used in Turkey by virtue of Article 9.

(b) Notwithstanding the provisions of the preceding paragraph no moratorium interest shall be payable whenever, in accordance with the terms of the underlying contract, duly authorised by the Turkish authorities, the debtor has undertaken to pay interest to the creditor from the date on which

“ intérêt moratoire contractuel ”) à partir de la date à laquelle le versement est exigible et jusqu’à l’exécution du transfert. Les versements effectués à la Banque Centrale de Turquie, au titre d’intérêts moratoires contractuels, seront :

(i) calculés conformément aux principes exposés au paragraphe (a) (iii) de l’Article 5 et transférés au créancier intéressé, conformément à cet Article et aux principes exposés au paragraphe (a) (ii) de l’Article 6;

(ii) censés être un intérêt moratoire aux fins du transfert prévu aux paragraphes (d) et (e).

(c) L’intérêt moratoire devra être versé à compter de la date de signature du présent Accord, ou de la date à laquelle le versement est exigible, si cette seconde date est postérieure à la première, jusqu’à l’exécution du transfert du versement ou jusqu’à son utilisation en vertu de l’Article 9. L’intérêt moratoire sera déterminé et transféré dans la monnaie appropriée.

(d) Sous réserve du paragraphe (e), l’intérêt moratoire sera versé et transféré au créancier intéressé, le 31 décembre de chaque année, étant entendu toutefois que, pour chaque transfert de principal, l’intérêt restant dû à ce titre sera transféré simultanément.

(e) Nonobstant les dispositions du paragraphe (d), l’intérêt moratoire afférent aux versements en instance de transfert et qui, aux termes dudit paragraphe, est exigible le 31 décembre 1959, pourra être transféré ultérieurement et, en tout cas, avant le 1^{er} janvier 1961. Dans le cas où il serait transféré à une date postérieure au 31 décembre 1959, le montant total de l’intérêt payable jusqu’à cette date, conformément au paragraphe (c), sera versé et transféré au même moment.

ARTICLE 11

Accords antérieurs d’amortissement

(a) Les Accords bilatéraux antérieurement conclus par le Gouvernement turc avec toute autre Partie Contractante au sujet de l’amortissement des dettes commerciales extérieures turques, ainsi que les dispositions y relatives d’autres Accords conclus entre le Gouvernement turc et toute autre Partie Contractante ne sont plus applicables dès la date de la signature du présent Accord et seront abrogés, avec effet à la date de la mise en vigueur du présent Accord, par les Accords bilatéraux qui seront conclus en application de l’Article 13 du présent Accord.

(b) En abrogeant lesdits Accords ou dispositions, les Parties intéressées stipuleront qu’en ce qui concerne tout compte ouvert au nom de la Banque Centrale de la République de Turquie par l’institution compétente du pays créancier, en application desdits Accords bilatéraux ou dispositions :

(i) les montants portés au crédit de ladite Banque Centrale, avant le 5 août 1958, seront utilisés comme il est prévu par l’Accord bilatéral ou les dispositions en question;

(ii) les montants portés au crédit de ladite Banque Centrale à partir de cette date seront mis à la disposition de ladite Banque Centrale.

payment is due until the completion of its transfer (in the present Agreement called "contractual moratorium interest"). Payments made to the Central Bank of the Republic of Turkey in respect of contractual moratorium interest shall be:

- (i) calculated in accordance with the principles set out in paragraph (a) (iii) of Article 5 and transferred to the creditor concerned in accordance with the provisions of this Article and with the principles set out in paragraph (a) (ii) of Article 6; and
- (ii) deemed to be moratorium interest for the purposes of transfer as provided in paragraphs (d) and (e).

(c) Moratorium interest shall be payable as from the date of the signature of the present Agreement or the date on which the payment is due, whichever is the later date, until the completion of the transfer of the payment or its utilisation by virtue of Article 9. Moratorium interest shall be determined and transferred in the appropriate currency.

(d) Subject to paragraph (e), moratorium interest shall be paid and transferred to the creditor concerned on 31st December of each year provided, however, that, whenever the payment to which such interest relates is transferred, the moratorium interest remaining payable in respect thereof shall be transferred at the same time.

(e) Notwithstanding the provisions of paragraph (d), moratorium interest on payments in the process of transfer which, under that paragraph, falls due on 31st December, 1959, may be transferred thereafter provided it is transferred as soon as possible and, in any event, before 1st January, 1961. Whenever it is transferred at any date after 31st December, 1959, the whole of the interest payable up to the former date, in accordance with paragraph (c), shall be paid and transferred at the same time.

ARTICLE 11

Prior Amortisation Agreements

(a) Bilateral Agreements, previously concluded by the Turkish Government with any other Contracting Party, relating to the amortisation of Turkish external commercial debts, as well as provisions relating thereto in other Agreements between the Turkish Government and any other Contracting Party, shall no longer apply as from the date of the signature of the present Agreement and shall be abrogated by bilateral Agreements entered into in pursuance of Article 13, with effect as from the date of the coming into force of the present Agreement.

(b) In abrogating these Agreements or provisions, the Parties concerned shall provide that, as far as any account is concerned which is opened in the name of the Central Bank of the Republic of Turkey by the appropriate institution of the creditor country in pursuance of such a bilateral Agreement or provision:

- (i) amounts credited to that Central Bank before 5th August, 1958, shall be used as provided by the bilateral Agreement or the provision in question; and
- (ii) amounts credited to that Central Bank as from that date shall be placed at the disposal of that Central Bank.

ARTICLE 12

Banque Centrale de la République de Turquie

Dans l'exécution des dispositions du présent Accord, la Banque Centrale de la République de Turquie agira comme agent du Gouvernement turc et n'encourra en aucun cas d'obligation au titre du présent Accord.

ARTICLE 13

Accords bilatéraux

(a) Des Accords bilatéraux régissant les modalités techniques d'application du présent Accord seront conclus entre le Gouvernement turc et chaque autre Partie Contractante. Ces Accords bilatéraux contiendront également des dispositions relatives à l'abrogation de tout accord antérieur d'amortissement et de toutes dispositions connexes, conformément à l'Article 11 du présent Accord.

(b) Les Accords bilatéraux devront être compatibles avec les dispositions du présent Accord. En cas d'incompatibilité entre les dispositions du présent Accord et les dispositions d'un Accord bilatéral, les dispositions du présent Accord prévaudront. Toutefois, les dispositions de l'Accord bilatéral entre le Gouvernement turc et le Gouvernement italien, liées aux modalités particulières envisagées par les Autorités italiennes en vue d'appliquer le présent Accord aux créanciers résidant en Italie et découlant de la substitution éventuelle auxdits créanciers d'une institution qui serait désignée par lesdites Autorités dans l'Accord bilatéral, ne seront pas considérées comme incompatibles avec les dispositions du présent Accord.

ARTICLE 14

Échange de renseignements

(a) Les Parties Contractantes échangeront entre elles les textes des Accords bilatéraux, ainsi que toutes les informations nécessaires à la bonne exécution du présent Accord. Ces informations seront, en particulier, les suivantes :

- (i) des états, à établir aussitôt que possible et, en tout cas, avant le 1^{er} janvier 1961, indiquant les montants totaux des versements en instance de transfert à la date du 5 août 1958 et à la date de la signature du présent Accord.
- (ii) des états, à établir au début de chaque année civile suivante, indiquant le montant total des versements en instance de transfert au 31 décembre de l'année précédente;
- (iii) des états, à établir au début de chaque année civile, indiquant le montant total des versements en instance de transfert dont la contrevaletur a été utilisée en Turquie, en vertu de l'Article 9, au cours de l'année précédente, et indiquant, en même temps, le montant des versements en instance de transfert utilisés antérieurement en vertu dudit Article et qui auraient été transférés au cours de l'année précédente;

ARTICLE 12

Central Bank of the Republic of Turkey

In the execution of the provisions of the present Agreement, the Central Bank of the Republic of Turkey shall act as the agent of the Turkish Government and shall in no event incur any obligations under the present Agreement.

ARTICLE 13

Bilateral Agreements

(a) Bilateral Agreements with regard to the technical rules of application of the present Agreement shall be entered into by the Turkish Government with each other Contracting Party. These bilateral Agreements shall also contain provisions relating to the abrogation of any prior amortisation Agreement and of any provisions relating to that subject, in accordance with Article 11 of the present Agreement.

(b) Bilateral Agreements shall be consistent with the provisions of the present Agreement. In the event of any inconsistency between the provisions of the present Agreement and the provisions of any bilateral Agreement, the provisions of the present Agreement shall prevail. However, the provisions of the bilateral Agreement between the Turkish Government and the Italian Government, linked with the particular rules of application envisaged by the Italian authorities with a view to the application of the present Agreement to creditors resident in Italy and resulting from the eventual substitution of such creditors by an institution which would be designated by these authorities in the bilateral Agreement, shall not be considered as inconsistent with the present Agreement.

ARTICLE 14

Exchange of Information

(a) The Contracting Parties shall exchange with one another the texts of the bilateral Agreements as well as all information required for the proper implementation of the present Agreement. Such information shall, in particular, include the following:

- (i) as soon as possible and, in any event, before 1st January, 1961, statements showing the total amounts of payments in the process of transfer on 5th August, 1958, and on the date of the signature of the present Agreement;
- (ii) at the beginning of each subsequent calendar year, statements showing the total amount of payments in the process of transfer on 31st December of the preceding year;
- (iii) at the beginning of each calendar year, statements showing the total amount of payments in the process of transfer the counterpart of which has been used in Turkey in the preceding year by virtue of Article 9, and indicating, at the same time, the amount of such payments used previously by virtue of that Article which would have been transferred in the preceding year; and

(iv) des états, à établir au début de chaque année civile, indiquant les montants totaux des paiements au titre du principal, des intérêts moratoires et des intérêts moratoires contractuels transférés pendant l'année précédente.

(b) Les montants indiqués dans les états prévus au paragraphe précédent seront exprimés, pour chaque pays créancier, dans les monnaies appropriées, ainsi qu'en dollars des États-Unis calculés sur la base de la parité définie au paragraphe (d) de l'Article 7.

(c) Les états prévus aux alinéas (i) et (ii) du paragraphe (a) seront soumis, au préalable, par l'institution appropriée désignée par le Gouvernement turc, aux fins de vérification, à l'institution appropriée désignée à cet effet par chaque Partie Contractante, qui devra informer l'institution appropriée turque du résultat de l'enquête effectuée aux fins de cette vérification. Les états prévus aux alinéas (iii) et (iv) du paragraphe (a) feront l'objet d'une confrontation entre l'institution appropriée désignée par le Gouvernement turc et l'institution appropriée désignée à cet effet par chaque Partie Contractante.

(d) Les textes des Accords bilatéraux seront communiqués à l'Organisation par les Parties Contractantes intéressées. Il en sera de même pour les états établis en vertu du paragraphe (a), après leur vérification ou leur confrontation, selon le cas, conformément aux dispositions du paragraphe (c). Lesdites Parties Contractantes demanderont à l'Organisation de communiquer ces textes et ces états aux autres Parties Contractantes et au Gouvernement des États-Unis d'Amérique.

ARTICLE 15

Convocation d'une Conférence

Une Conférence, à laquelle les Parties Contractantes et le Gouvernement des États-Unis d'Amérique seront invités à se faire représenter, pourra être réunie sur l'invitation de l'un de ces gouvernements. Cette invitation précisera l'objet et les raisons de la réunion de cette Conférence.

ARTICLE 16

Ratification, entrée en vigueur, terminaison

(a) Le présent Accord sera ratifié. Les Parties Contractantes entameront leur procédure constitutionnelle requise aux fins de la ratification du présent Accord, dans un délai de six mois.

(b) Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation, qui notifiera leur dépôt à tous les Signataires.

(c) Le présent Accord entrera en vigueur dès le dépôt des instruments de ratification par tous les Signataires.

(d) Le présent Accord prendra fin, à l'égard d'une Partie Contractante, dès qu'il ne restera aucun paiement en instance de transfert à un créancier résidant dans le pays de cette Partie Contractante ni de dette à régler à un tel créancier en vertu du présent Accord.

(iv) at the beginning of each calendar year, statements showing the total amounts of payments in respect of debts, of moratorium interest and of contractual moratorium interest transferred during the preceding year.

(b) The amounts shown in the statements provided in the preceding paragraph shall be expressed, with regard to each creditor country, in the appropriate currencies as well as in United States dollars calculated on the basis of the parity defined in paragraph (d) of Article 7.

(c) The statements provided in sub-paragraphs (i) and (ii) of paragraph (a) shall be submitted, in the first place, by the appropriate institution designated by the Turkish Government, for the purpose of verification, to the appropriate institution designated by each other Contracting Party to that end, which shall inform the appropriate Turkish institution of the results of the enquiry made for the purpose of that verification. The statements provided in sub-paragraphs (iii) and (iv) of paragraph (a) shall be the subject of comparison between the appropriate institution of the Turkish Government and the appropriate institution designated to that end by each other Contracting Party.

(d) The Contracting Parties concerned shall communicate to the Organisation the texts of the bilateral Agreements. The same shall apply to the statements drawn up by virtue of paragraph (a) after their verification or comparison, as the case may be, in accordance with the provisions of paragraph (c). These Contracting Parties shall request the Organisation to communicate the said texts and statements to the other Contracting Parties and to the Government of the United States of America.

ARTICLE 15

Convening of a Conference

A Conference at which the Contracting Parties and the Government of the United States of America shall be invited to be represented, may be convened by any of these Governments. The Government which convenes the Conference shall, in its invitation, state the purpose and reasons for which the Conference is convened.

ARTICLE 16

Ratification, Coming into Force, Termination

(a) The present Agreement shall be ratified. The Contracting Parties shall initiate, within a period of six months, the constitutional procedures required for the purposes of its ratification.

(b) Instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the Organisation who shall notify all the Signatories of their deposit.

(c) The present Agreement shall come into force upon the deposit of instruments of ratification by all the Signatories.⁽¹⁾

(d) The present Agreement shall terminate with regard to a Contracting Party as soon as there remains no payment in the process of transfer to a creditor resident in its country nor any debt to such a creditor which may be settled under the present Agreement.

(1) The Agreement entered into force on 16 November 1962.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont apposé leurs signatures au bas du présent Accord.

Fait à Paris, le onze mai, mil neuf cent cinquante-neuf, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en deux exemplaires, dont l'un sera déposé auprès du Gouvernement turc et l'autre auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Économique, qui en communiquera copie certifiée conforme à tous les autres Signataires.

In witness whereof the undersigned, duly authorised thereto, have appended their signatures to the present Agreement.

Done in Paris, this eleventh day of May, Nineteen Hundred and Fifty-Nine, in the English and French languages, both texts being equally authentic, in two copies, one of which shall remain deposited with the Turkish Government and the other with the Secretary-General of the Organisation for European Economic Co-operation, by whom certified copies shall be communicated to all the other Signatories.

Pour la République Fédérale
d'Allemagne:

For the Federal Republic of
Germany:

KARL WERKMEISTER
DR. KURT DANIEL

Pour la République d'Autriche:
For the Republic of Austria:

HANS KLOSS

Pour le Royaume de Belgique:
For the Kingdom of Belgium:

R. OCKRENT

Pour le Royaume de Danemark:
For the Kingdom of Denmark:

E. BARTELS

Pour la République Française:
For the French Republic:

FRANCOIS VALERY

Pour la République Italienne:
For the Italian Republic:

G. COSMELLI

Pour le Grand-Duché de Luxem-
bourg:

For the Grand Duchy of Luxem-
bourg:

PAUL REUTER

Pour le Royaume de Norvège:
For the Kingdom of Norway:

JENS BOYESEN

Pour le Royaume des Pay-Bas:
For the Kingdom of the
Netherlands:

STRENGERS

Pour la République Portugaise: For the Portuguese Republic:	J. CALVET DE MAGALHAES
Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord: For the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:	HUGH ELLIS-REES
Pour le Royaume de Suède: For the Kingdom of Sweden:	INGEMAR HÄGGLÖF
Pour la Confédération Suisse: For the Swiss Confederation:	AGOSTINO SOLDATI
Pour la République de Turquie: For the Republic of Turkey:	O. GÖKMEN

RATIFICATIONS

	<i>Country</i>	<i>Date</i>
Austria	2 December 1959
Belgium	8 July 1960
Denmark	6 October 1959
Federal Republic of Germany (including Land Berlin)	21 April 1960
France	10 August 1959
Italy	11 April 1960
Luxembourg	16 August 1961
Netherlands	26 November 1959
Norway	24 November 1959
Portugal	3 April 1962
United Kingdom	6 May 1960
Sweden	17 March 1960
Switzerland	7 December 1959
Turkey	16 November 1962

ANNEXE I

RÉPARTITION DES DEUX PREMIÈRES ANNUITÉS

En milliers de dollars des États-Unis

	1 ^{re} Année	2 ^e Année
Annuités	15.000	20.000
Pays créanciers envers lesquels le règlement est effectué en vertu de l'article 7 e.*—		
Luxembourg	125	194
Norvège	43	—
Portugal	132	206
Reste	300	400
	14.700	19.600

Autres pays créanciers	Pour cent par rapport au total	Montants a distribuer	Montants a distribuer
Allemagne	22,635	3.327	4.436
Autriche	2,077	305	407
Belgique	5,373	791	1.054
France	8,732	1.284	1.711
Italie	7,175	1.055	1.406
Pays-Bas	4,321	635	847
Royaume-Uni	28,294	4.159	5.546
Suède	2,111	310	414
Suisse	1,261	185	247
États-Unis d'Amérique	18,021	2.649	3.532
	100,000	14.700	19.600

* Le Danemark participera à la répartition de la troisième annuité.

ANNEX I

DISTRIBUTION OF THE FIRST TWO ANNUAL TRANSFERS

In thousands of United States dollars

	1st Year	2nd Year
Annual Transfers... ..	15,000	20,000
Creditor countries with regard to which settlement is effected in accordance with paragraph (e) of Article 7*—		
Luxembourg	125	194
Norway	43	—
Portugal	132	206
Remainder	300	400
	14,700	19,600

Other creditor countries	Per cent. of the annual transfer	Amounts to be distributed	Amounts to be distributed
Germany	22·635	3,327	4,436
Austria	2·077	305	407
Belgium	5·373	791	1,054
France	8·732	1,284	1,711
Italy	7·175	1,055	1,406
Netherlands	4·321	635	847
United Kingdom	28·294	4,159	5,546
Sweden	2·111	310	414
Switzerland	1·261	185	247
United States of America	18·021	2,649	3,532
	100·000	14,700	19,600

* Denmark will be included in the distribution of the third Annual Transfer.

Printed and published by
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

To be purchased from
York House, Kingsway, London W.C.2
423 Oxford Street, London W.1
13A Castle Street, Edinburgh 2
109 St. Mary Street, Cardiff
39 King Street, Manchester 2
50 Fairfax Street, Bristol 1
35 Smallbrook, Ringway, Birmingham 5
80 Chichester Street, Belfast 1
or through any bookseller

Printed in England